

ÉDITO Par Dorian de Meeûs

Islamisme à l'école, second cri d'alarme

Le procès de l'attentat contre Samuel Paty se tient actuellement à Paris. Cet enseignant d'histoire-géo a été poignardé et décapité en sortant de son collège le 16 octobre 2020. La cour d'assises spéciale va juger sept hommes et une femme et tenter de décortiquer l'engrenage infernal qui a poussé un islamiste à éliminer ce professeur qui avait montré deux caricatures de Mahomet lors d'un cours sur la liberté d'expression. De la colère d'un parent d'élève à l'assassinat, il n'y avait qu'un pas, une étincelle. En Belgique, les journalistes Jean-Pierre Martin et Laurence D'Hondt ont courageusement recueilli des témoignages d'enseignants, parfois de culture musulmane, qui confient leur solitude et leur peur face à la montée de l'idéologie islamiste dans leurs classes. Leur livre *Allah n'a rien à faire dans ma classe*, dont *La Libre* a récemment fait un dossier, est un cri d'alarme qu'il faut entendre. Pourtant, ce samedi, la rencontre avec des lecteurs prévue à la Fnac de la Woluwe a été annulée... à la suite de menaces de "jeunes" qui invoquaient l'interdiction de citer le nom d'Allah, exigeaient l'annulation de la conférence et même la censure du livre. L'obscurantisme l'a emporté. Fermer les yeux face à ce fondamentalisme religieux serait dramatiquement dangereux.

Les intimidations et menaces à l'encontre du personnel de la Fnac représentent un deuxième cri d'alarme. Il ne peut être minimisé, ni par les citoyens, ni par les politiques, tous partis confondus. L'intolérance des islamistes ne se limite pas à la liberté d'expression. Il suffit de se souvenir que Bruxelles n'a pas été capable d'accueillir la rencontre footballistique entre les Diables et l'équipe d'Israël. Ce cruel manquement de l'État à assurer l'ordre, à baliser un vivre-ensemble bienveillant et à défendre des libertés fondamentales est à la fois consternant et inquiétant. Face au prosélytisme religieux, remplaçons la naïveté et la lâcheté par des actes concrets, de la prévention jusqu'aux condamnations.

L'annulation de cette rencontre à la Fnac démontre à quel point les témoignages de ces enseignants s'avèrent essentiels. Le déni n'est pas une option. Il y va de la protection de l'égalité des sexes, des libertés de conscience et d'expression, de l'acceptation de l'homosexualité ou encore de l'apprentissage de l'esprit critique. Il faut entendre et outiller ces enseignants, car les élèves d'aujourd'hui seront les adultes de demain.